

49368



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
LIMITEE

E/CN.14/ADB/46  
26 juin 1964

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Comité des Neuf sur les travaux préparatoires  
en vue de l'établissement de la Banque africaine  
de développement  
Quatrième session  
Addis-Abéba, 13 - 18 juillet 1964

PROJET DE RAPPORT CONCERNANT LES CONDITIONS DE SERVICE DES GOUVERNEURS  
ET ADMINISTRATEURS DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT ET DE  
LEURS SUPPLEANTS

Projet de rapport du Comité des Neuf  
(établi par le Secrétaire exécutif)

## ABREVIATIONS

La Banque	Banque africaine de développement	
L'Accord	Accord portant création de la Banque africaine de développement	
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	} ainsi que les instruments portant création de ces institutions
SFI	Société financière internationale	
AID	Association internationale pour le développement	
IADB	Banque interaméricaine de développement	
ADB/GR	Projet de Règlement général de la Banque africaine de développement	} Doc.  E/CN.14/ADB 45
ADB/BG/RP	Projet de Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs de la Banque	
ADB/BD/RP	Projet de Règlement intérieur du Conseil d'administration de la Banque	
BIRD/BG/RP BIRD/BD/RP IADB/BG/RP IADB/BD/RP	} Les sigles "BG", "BD" et "RP" désignent respectivement le "Conseil des gouverneurs", le "Conseil d'administration" et le "Règlement intérieur"	
Le Rapport	Projet de rapport concernant les conditions de service des gouverneurs et administrateurs de la Banque africaine de développement et de leurs suppléants.	

## TABLE DES MATIERES

	Page
NOTE LIMINAIRE	iii
PROJET DE RAPPORT CONCERNANT LES CONDITIONS DE SERVICE DES GOUVERNEURS ET ADMINISTRATEURS DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT ET DE LEURS SUPPLEANTS	1
ANNEXE : PROJET DE REGLEMENT No. DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT CONCERNANT LES CONDITIONS DE SERVICE DES GOUVERNEURS ET ADMINISTRATEURS ET DE LEURS SUPPLEANTS	
I. GOUVERNEURS ET SUPPLEANTS ,	
Art. 1 : <u>Obligations</u>	6
Art. 2 : <u>Remboursement des dépenses</u>	7 - 8
II. ADMINISTRATEURS ET SUPPLEANTS	
Art. 3 : <u>Obligations</u>	9 - 10
Art. 4 : <u>Remboursement des dépenses</u>	11 - 12
Art. 5 : <u>Moyens et services techniques</u>	13
III. DISPOSITIONS COMMUNES	
Art. 6 : <u>Limites de remboursement</u>	14
Art. 7 : <u>Monnaie de règlement</u>	15
Art. 8 : <u>Suppléants temporaires</u>	16
IV. DISPOSITIONS FINALES	
Art. 9 : <u>La réunion inaugurale</u>	17
Art. 10 : <u>Définitions</u>	18

PROJET DE RAPPORT CONCERNANT LES CONDITIONS DE SERVICE DES GOUVERNEURS  
ET ADMINISTRATEURS DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT  
ET DE LEURS SUPPLEANTS

NOTE LIMINAIRE

du

Secrétaire exécutif

1. Le présent document, soumis pour examen au Comité des Neuf, comprend deux parties : la première est un projet de rapport sur la question considérée, projet que le Comité jugera peut-être bon d'inviter le Secrétaire exécutif à transmettre au Conseil des gouverneurs de la Banque, à sa première réunion ; la deuxième partie contient, sous forme d'annexe audit rapport, un projet annoté de règlement de la Banque concernant les conditions de service des gouverneurs, des administrateurs et de leurs suppléants.

2. Le projet de rapport essaie de résumer certains passages d'un document de travail (E/CN.14/ADB/37/Add.4) dont le Comité était saisi à sa troisième session (Tunis, 16 au 20 mars 1964), les considérations dont le Comité a tenu compte pour l'examen de ce document, et les conclusions auxquelles il est parvenu (cf. doc. E/CN.14/ADB/41/Rev. 1, paragraphes 11 et 12).

3. Le projet de règlement vise à exprimer ces conclusions sous une forme juridique et à les rendre plus explicites en ce qui concerne certaines questions techniques - par exemple la rémunération des "services spécifiques", les limites de remboursement en cas de réunions se situant à la même époque, la monnaie dans laquelle les remboursements peuvent être effectués, les suppléants temporaires, etc. Des règles concernant ces questions techniques sont énoncées à titre de suggestion et portées spécialement à l'attention du Comité.

PROJET DE RAPPORT CONCERNANT LES CONDITIONS DE SERVICE DES  
GOUVERNEUR, ET ADMINISTRATEURS DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT  
ET DE LEURS SUPPLEANTS

(Projet établi par le Secrétaire exécutif)

1. Aux termes du paragraphe 1, alinéa c), de la résolution 3 concernant les travaux préparatoires en vue de la création de la Banque africaine de développement - résolution adoptée par la Conférence des Ministres des finances, à Khartoum, à sa dernière réunion plénière du 4 août 1963 - le Comité des Neuf a été prié de rédiger pour la Banque, notamment, les règlements généraux et autres instruments juridiques propres à faciliter la mise en route de ses opérations effectives.
2. Conformément à ce mandat, le Comité des Neuf a soumis à la Banque un Rapport sur les règlements généraux auquel étaient annexés les projets annotés de trois instruments essentiels pour le fonctionnement de la Banque : le projet de Règlement général de la Banque, le projet de Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs de la Banque et le projet de Règlement intérieur du Conseil d'administration de la Banque (doc. E/CN.14/ADB/...).
3. En préparant les textes de ces instruments, le Comité a examiné attentivement la question des conditions éventuelles de service des gouverneurs et administrateurs de la Banque et de leurs suppléants. Il a noté que, dans le cas de la BIRD, de la SFI et de l'AID, ces conditions sont fixées par le Règlement général et, dans le cas de l'IADB, par le Règlement général et le Règlement intérieur du Conseil d'administration. Le Comité, cependant, estime qu'il n'est pas souhaitable de suivre ce précédent. Les institutions financières privées et la plupart des autres organisations intergouvernementales n'ont pas pour pratique de prévoir les conditions de service en question dans le Règlement général. Le Comité propose par conséquent que les dispositions pertinentes soient incorporées dans un Règlement administratif distinct de la Banque (cf. ibidem, paragraphes 6 et 7). Conformément à l'article 29, alinéa 2d, de l'Accord portant création de la Banque, ces dispositions doivent être adoptées par le Conseil des gouverneurs de la Banque.
4. Quant aux conditions de service elles-mêmes, le Comité des Neuf rappelle qu'en vertu de l'Accord, chaque membre de la Banque doit nommer un gouverneur et un gouverneur suppléant. Ces derniers doivent être des ressortissants des Etats membres et, en règle générale, rester en fonctions pendant cinq ans. Ils ne reçoivent à ce titre aucune rémunération de la Banque, mais celle-ci peut leur rembourser les dépenses raisonnables qu'entraîne pour eux le fait d'assister aux réunions. A cet égard une distinction est faite, dans l'Accord, entre les réunions annuelles et les "autres" réunions du Conseil des gouverneurs (articles 30 et 31).

5. Les administrateurs de la Banque sont élus par le Conseil des gouverneurs pour une période de trois ans. Bien que chaque administrateur désigne son suppléant, l'un et l'autre doivent être des ressortissants d'Etats membres différents. Leur rémunération est fixée par le Conseil des gouverneurs (article 29, alinéa 2 d), et article 33).
6. Le Comité estime que, les dispositions pertinentes de l'Accord étant rédigées en termes très généraux, la Banque a beaucoup de latitude pour fixer, en ce qui concerne ses gouverneurs, ses administrateurs et leurs suppléants, des conditions de service qui soient particulièrement adaptées aux besoins d'une institution africaine, à ses ressources et aux possibilités existantes. Ces conditions seront nécessairement différentes de celles qui sont appliquées par des institutions financières internationales analogues, qu'il s'agisse des chiffres proposés ou des principes mêmes sur lesquels elles sont fondées. C'est en tenant compte de cette considération que le Comité a examiné la question de savoir si la Banque doit rembourser les dépenses raisonnables supportées par les gouverneurs et leurs suppléants, s'il est indispensable que les administrateurs et leurs suppléants résident à l'endroit où se trouve le siège de la Banque, si ces derniers doivent être rémunérés et dans quelles conditions ils pourront prétendre au remboursement des dépenses découlant de l'exercice de leurs fonctions auprès de la Banque, etc.
7. Le Comité ne recommande donc pas que la Banque suive l'exemple de la BIRD, la SFI et l'AID ou de l'IADB pour le remboursement des dépenses supportées par les gouverneurs et leurs suppléants à l'occasion des réunions. Il propose au contraire une solution particulièrement adaptée aux disponibilités financières initiales de la Banque.
8. On se rappellera que les gouverneurs de la BIRD et leurs suppléants s'acquittent de leurs fonctions "sans recevoir de compensation de la BIRD", mais que celle-ci doit rembourser aux uns et aux autres les dépenses raisonnables occasionnées par leur présence aux réunions du Conseil (article V, alinéa 2 g). Le Règlement général stipule que les uns et les autres ont droit au remboursement de leurs "frais effectifs de transport jusqu'au lieu de réunion, aller et retour", à quoi s'ajoute une indemnité de 50 dollars des Etats-Unis pour chaque nuit qu'ils doivent passer en dehors de leur lieu de résidence du fait des réunions, ce montant étant ramené à 10 dollars des Etats Unis lorsque l'hébergement est compris dans le coût du transport (section 14 a)). Dans le cas de l'IADB, en revanche, l'instrument constitutif prévoit que les dépenses raisonnables supportées par les gouverneurs et leurs suppléants à l'occasion des réunions peuvent être remboursées, mais le Règlement stipule en fait que ces dépenses "seront payées par leurs pays respectifs" et non par l'IADB (section 3 a)).
9. La principale considération sur laquelle le Comité des Neuf s'est fondé pour formuler ses propres recommandations est que, si la Banque peut se montrer plus généreuse par la suite, elle devra cependant s'en tenir au début de son existence à une politique d'austérité particulièrement rigoureuse, car les

ressources qu'elle pourra tirer de son capital pendant la période initiale resteront limitées. Le Comité préconise donc un régime en vertu duquel chaque gouvernement membre prendrait à sa charge les dépenses qu'entraîne, pour le gouverneur qui le représente et pour son suppléant, le fait d'assister aux réunions annuelles du Conseil des gouverneurs. La Banque devrait cependant rembourser les dépenses raisonnables supportées par un gouverneur ou, en son absence, par son suppléant à l'occasion des "autres" réunions du Conseil (voir article 31 de l'Accord et ADB/BG/RP, article premier). La raison en est que l'ordre du jour de ces réunions peut être limité à des questions n'intéressant prima facie qu'un pays membre particulier, alors qu'il serait dans l'intérêt général de la Banque qu'un grand nombre de membres soient représentés aux réunions.

10. De même, en ce qui concerne les administrateurs de la Banque et leurs suppléants, le Comité des Neuf propose pour l'instant un régime qui s'écarte des règles appliquées à cet égard par la BIRD, la SFI et l'AID, ou par l'IADB, et qui est imposé par les besoins effectifs de l'Afrique. Si les règles en vigueur dans les trois premières institutions d'une part, et à l'IADB d'autre part, diffèrent sur certains points importants, elles sont cependant toutes fondées sur le principe que l'institution intéressée doit pour le moins rémunérer soit l'administrateur soit son suppléant (à la BIRD, l'administrateur et son suppléant ne peuvent en principe exercer leurs fonctions en même temps; le règlement de l'IADB n'interdit pas la rémunération de services fournis simultanément par l'un et par l'autre). Le Comité n'a pas jugé souhaitable que la Banque s'inspire de ce principe.

11. Le Comité a d'abord examiné la question de savoir si, eu égard aux dispositions de l'Accord portant création de la Banque, ou en raison des besoins effectifs de la Banque, il serait nécessaire que les administrateurs ou leurs suppléants soient tenus de résider à l'endroit où se trouve le siège de la Banque. L'Accord prévoit que le Conseil d'administration "est en session permanente" et qu'il "doit se réunir aussi souvent que les affaires de la Banque peuvent l'exiger" (article 34, paragraphe 1). L'interprétation de cette disposition ne manque pas de susciter certains doutes, mais il faut se rappeler que la note 1 la concernant, dans l'Accord annoté sur lequel la Conférence des ministres des finances qui s'est réunie à Khartoum s'est fondée pour l'a prouver, disait expressément ceci : "Au cours des premières années d'existence de la Banque, le Conseil d'administration préférera peut-être se réunir tous les mois par exemple ou pendant une partie de l'année - à des intervalles moins rapprochés encore, et par conséquent ne pas exiger que tous les administrateurs résident à l'endroit où se trouve le siège de la Banque" (doc. E/CN.14/FLAB/4/Add. 1). On pourra noter aussi que les règlements de la BIRD et de l'IADF, qui contiennent des dispositions analogues sur ce point, n'exigent pas que les administrateurs et leurs suppléants, ni même les uns ou les autres, résident à l'endroit où se trouve le siège de l'institution. Enfin, il convient de se rappeler également que, s'il est d'usage que la plupart des administrateurs de la BIRD résident dans la ville où se trouve son siège, cela vient en partie de ce que le siège du Fonds monétaire international et les principales missions diplomatiques se trouvent au même endroit, et que les administrateurs de la BIRD appartiennent parfois à ces missions ou représentent leur gouvernement auprès du Fonds monétaire. Il est hors de doute que ceci contribue à déterminer le lieu de résidence des administrateurs en question.

12. Ce n'est cependant pas, de l'avis du Comité, sur des considérations juridiques ni sur la pratique suivie par d'autres institutions financières internationales qu'il faut se fonder pour régler le problème, mais sur les tâches éventuelles du Conseil d'administration et sur les nécessités impératives qui caractérisent les pays d'Afrique. C'est pourquoi le Comité estime qu'au début tout au moins, il ne sera pas indispensable que les administrateurs ou leurs suppléants résident auprès du siège de la Banque, encore qu'à la lumière de l'expérience on puisse avoir à modifier cette politique. En effet, la Banque devra surtout se préoccuper, à ses débuts, de questions d'administration et d'organisation plutôt que d'opérations bancaires, et d'un autre côté les gouvernements hésiteront probablement à détacher certains de leurs fonctionnaires hautement qualifiés pour les envoyer occuper un poste en permanence à l'extérieur. Il ne faut pas oublier à cet égard que les fonctions d'administrateur exigent "une grande compétence en matière économique et financière (article 33, paragraphe 1, de l'Accord).

13. Si l'on adopte cette solution, compatible par ailleurs avec les dispositions de l'Accord (voir également les articles 1 et 2 du document ADB/BD/RP et les notes s'y rapportant), la question de la rémunération des administrateurs ou de leurs suppléants ne se posera pas au début, du fait qu'il s'agira **probablement** de fonctionnaires déjà en poste. La Banque devrait cependant rembourser aux administrateurs, et à leurs suppléants aussi, les dépenses raisonnables qu'ils auront à supporter en gérant ses affaires. En effet, il ne faut pas oublier que les administrateurs et les suppléants doivent être de nationalité différente et que, par suite, les suppléants font effectivement partie de l'ensemble du mécanisme que constitue le Conseil d'administration et peuvent non seulement assister aux réunions du Conseil lorsque les administrateurs correspondants sont présents, mais aussi participer aux débats (cf. ADB/BD/RP, article 6, paragraphe 3).

14. C'est en fonction de ces considérations qu'ont été rédigées les dispositions relatives à la rémunération des gouverneurs et administrateurs de la Banque et de leurs suppléants, ainsi qu'au remboursement de leurs dépenses, dans le projet de règlement qui figure en annexe au présent rapport. Le Conseil des gouverneurs jugera peut-être bon de les adopter sous leur forme actuelle et de les revoir au bout d'un certain temps pour déterminer si elles ont répondu à leurs fins et dans quelle mesure il est nécessaire de les amender.

15. Les dispositions concernant le remboursement des dépenses sont, en substance, analogues pour les gouverneurs (et leurs suppléants) et pour les administrateurs (et leurs suppléants), encore que, comme nous l'avons indiqué plus haut, elles tiennent compte du fait que les administrateurs et leurs suppléants doivent obligatoirement être de nationalité différente. Ces dispositions prévoient aussi le remboursement des dépenses que doivent effectuer les gouverneurs, administrateurs ou suppléants lorsqu'ils s'acquittent, au nom de la Banque, de services spéciaux sortant de leurs fonctions ordinaires - par exemple, faire partie de quelque organisme spécial ou représenter la Banque à la réunion de quelque autre organisation internationale. Il est proposé que les services de ce genre soient fournis par les gouverneurs (et



leurs suppléants) à la demande du Conseil des gouverneurs, et par les administrateurs (et leurs suppléants) à la demande du Conseil d'administration ou du Directeur général. Eu égard aux principes fondamentaux exposés dans le présent rapport, il est suggéré que, **pour le moment du moins, ces services spéciaux soient fournis sans rémunération, moyennant remboursement des dépenses dans les mêmes conditions que pour les dépenses occasionnées par les réunions du Conseil auxquelles l'intéressé participe.**

16. Enfin le projet de Règlement qui est proposé contient certaines dispositions techniques concernant les versements effectués à titre de remboursement (limites de remboursement en cas de demandes parallèles, monnaie de règlement, non-remboursement dans le cas des suppléants temporaires), ainsi qu'une disposition concernant les services de secrétariat et autres services mis à la disposition des administrateurs et de leurs suppléants.

ANNEXE

PROJET DE REGLEMENT No DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT  
CONCERNANT LES CONDITIONS DE SERVICE DES GOUVERNEURS  
ET ADMINISTRATEURS ET DE LEURS SUPPLEANTS

I. GOUVERNEURS ET SUPPLEANTS

Article premier

Obligations

- 1) Le Conseil des gouverneurs peut prier un gouverneur ou son suppléant de s'acquitter, en plus de ses obligations ordinaires, d'autres services pour le compte de la Banque.
- 2) Les gouverneurs et leurs suppléants s'acquitteront de leurs obligations ordinaires et assureront ces services spécifiques sans recevoir de rémunération de la Banque.

Notes

1. Voir art. 30, para. 2, de l'Accord; BIRD, art. V, 2), g); IADB, art. VIII, 2), h); Règlement de l'IADB, sect. 3 a) et f); paragraphes 4 et 15 du Rapport.
2. Le paragraphe 1) du présent article prévoit la possibilité que le Conseil des gouverneurs prie les gouverneurs et leurs suppléants d'assurer certains "services spécifiques" pour la Banque, en plus de leurs obligations ordinaires qui consistent par exemple à assister et participer aux réunions plénières du Conseil, à faire partie du Bureau ou de sous-comités du Conseil, etc. Au nombre de ces services spécifiques peuvent figurer les suivants : participer aux travaux de quelque organe permanent créé par le Conseil, effectuer des enquêtes au nom de la Banque, établir des rapports spéciaux pour la Banque, représenter la Banque aux réunions d'autres organisations internationales, etc. (cf. le paragraphe 15 du Rapport).
3. Les services spécifiques s'inscrivent dans le cadre des obligations générales (au sens large du terme) qui incombent aux gouverneurs et à leurs suppléants - et, parallèlement, aux administrateurs et à leurs suppléants. Ils sont de nature à assurer une participation active et étroite des gouvernements membres aux opérations de la Banque, qui est une "institution financière commune à tous les pays d'Afrique" et qui doit contribuer à renforcer leur solidarité. Compte tenu de ces considérations, il est prévu au paragraphe 2 que le principe selon lequel les gouverneurs et leurs suppléants s'acquittent des fonctions qui leur incombent à ce titre sans recevoir de rémunération (article 30, paragraphe 2) est applicable également aux services spécifiques.

## Article 2

### Remboursement des dépenses

- 1) Les dépenses des gouverneurs et suppléants occasionnées par leur présence aux réunions annuelles du Conseil des gouverneurs seront à la charge de leurs gouvernements respectifs.
- 2) Un gouverneur, ou en son absence son suppléant, aura droit, sous réserve des dispositions de l'article 6 :
  - a) au remboursement du coût effectif de son voyage, aller et retour, jusqu'au lieu de toute réunion du Conseil des gouverneurs autre qu'une réunion annuelle, ou jusqu'à l'endroit où il doit assurer pour le compte de la Banque d'autres services spécifiés par ledit Conseil; et
  - b) à titre de remboursement de ses autres dépenses, à un montant équivalent à.....unités de compte pour chaque nuit qu'il est obligé de passer en dehors de son lieu de résidence normal pour assister auxdites réunions ou assurer lesdits services, ce montant étant ramené à l'équivalent de.....unités de compte par nuit lorsque l'hébergement est compris dans le coût du transport.

### Notes

1. Voir articles 30, par. 2) et 31, par. 1) de l'Accord; Règlement de la BIRD, section 14 a); ADB/BG/RP, article premier; paragraphes 7 à 9 et 15 du Rapport.
2. L'Accord stipule que la Banque "peut" rembourser aux gouverneurs et à leurs suppléants les "dépenses raisonnables" qu'entraîne pour eux le fait d'assister à des réunions du Conseil, et il établit d'autre part une distinction entre les "réunions annuelles" et les "autres réunions" du Conseil des gouverneurs. En vertu du présent article, la Banque ne rembourse pas les dépenses occasionnées par les réunions "annuelles" (paragraphe 1), tandis que le paragraphe 2 énonce les règles qui doivent régir le remboursement, par la Banque, des dépenses qu'entraîne pour les gouverneurs et leurs suppléants le fait d'assister à d'"autres" réunions ou d'assurer au nom de la Banque certains services spécifiques (en ce qui concerne la nature de ces services, voir les notes 2 et 3 se rapportant à l'article premier, et le paragraphe 15 du Rapport).

3. Le remboursement ne peut être accordé à la fois au gouverneur et à son suppléant. Ce dernier ne peut présenter de demande de remboursement que si le gouverneur était absent de la réunion.
4. L'indemnisation prévue à l'alinéa a) de l'article 2 en ce qui concerne les frais de voyage prend la forme d'un remboursement correspondant au coût effectif du transport; toutes les autres dépenses sont couvertes par l'indemnité journalière prévue à l'alinéa b) de l'article 2. L'unité de compte est définie à l'article 10; la monnaie dans laquelle les paiements peuvent être effectués est déterminée par l'article 7. L'article 6 fixe des limites pour les demandes de remboursement relatives à des réunions tenues ou des services fournis en même temps ou à peu près en même temps que d'autres réunions ou services. Pour ce qui est des gouverneurs suppléants temporaires, voir l'article 8.
5. Etant donné que les gouverneurs et leurs suppléants ne reçoivent aucune rémunération de la Banque et n'ont droit qu'au remboursement de certaines dépenses, les versements effectués à ce titre ne devraient pas en principe être assujettis à l'impôt (voir cependant le Règlement de la BIRD, section 14 b)).

## II. ADMINISTRATEURS ET SUPPLEANTS

### Article 3

#### Obligations

- 1) Chacun des administrateurs consacrera aux affaires de la Banque, de même que son suppléant, le temps et l'attention que ces affaires peuvent exiger; l'un ou l'autre devra être disponible, sur notification faite conformément au Règlement intérieur du Conseil d'administration de la Banque, pour assister aux réunions dudit Conseil. Le Conseil d'administration ou le Directeur général peut prier un administrateur ou son suppléant de s'acquitter, en plus de ses obligations ordinaires, d'autres services pour le compte de la Banque.
- 2) Les administrateurs et leurs suppléants s'acquitteront de leurs obligations et assureront ces services spécifiques sans recevoir de rémunération de la Banque.

#### Notes

1. Voir art. 34, par. I, de l'Accord; ADB/BD/RP, art. I et 2; Règlement de l'IADB, sect. 3 c); paragraphes 5 et 10 à 15 du Rapport.

2. Le paragraphe 1 de l'article 3 ci-dessus donne une définition générale des obligations ordinaires des administrateurs et de leurs suppléants. Ces obligations ne se limitent nullement à la nécessité de participer aux réunions du Conseil d'administration ou d'assister aux réunions du Conseil des gouverneurs. A cet égard l'article 3 souligne expressément que chaque administrateur ou son suppléant est tenu d'être disponible, moyennant notification appropriée (voir ADB/BD/RP, article 2), pour se rendre et assister aux réunions du Conseil d'administration. Cette disposition est conforme aux termes de l'Accord, qui stipule que le Conseil d'administration "est en session permanente" et doit se réunir "aussi souvent que les affaires de la Banque peuvent l'exiger" (article 34, paragraphe 1; voir également le paragraphe 11 du Rapport). Pour ce qui est des administrateurs suppléants temporaires, voir l'article 8 et les notes qui s'y rapportent.

3. En outre, le paragraphe 1 précise clairement que, dans un sens plus large, les obligations générales des administrateurs et de leurs suppléants peuvent inclure la prestation de services spécifiques pour le compte de la Banque - en ce qui concerne la nature de ces services, voir les notes 2 et 3 se rapportant à l'article premier, et le paragraphe 15 du Rapport. Lesdits services peuvent être demandés

non seulement par le Conseil d'administration, mais aussi par le Directeur général. Ce principe est particulièrement important dans le cas des administrateurs et de leurs suppléants, qui forment un important rouage du mécanisme interne permanent de la Banque.

4. Pour les raisons exposées dans la note 3 qui suit l'article premier, ainsi qu'au paragraphe 13 du Rapport, il est proposé au paragraphe 2 de l'article ci-dessus que, pour l'instant, les administrateurs et leurs suppléants ne reçoivent aucune rémunération.

#### Article 4

##### Remboursement des dépenses

Un administrateur et son suppléant auront chacun droit, sous réserve des dispositions de l'article 6 :

- a) au remboursement du coût effectif de leur voyage, aller et retour, jusqu'au lieu de toute réunion du Conseil d'administration ou jusqu'à l'endroit où ils doivent assurer pour le compte de la Banque d'autres services spécifiés par ledit Conseil ou par le Directeur général; et
- b) à titre de remboursement de leurs autres dépenses, à un montant équivalent à.....unités de compte pour chaque nuit qu'ils sont obligés de passer en dehors de leur lieu de résidence normal pour assister auxdites réunions ou assurer lesdits services, ce montant étant ramené à l'équivalent de .....unités de compte par nuit lorsque l'hébergement est compris dans le coût du transport.

#### Notes

1. Voir art. 33, par. 2, de l'Accord et paragraphe 15 du Rapport.
2. Un administrateur et son suppléant doivent être de nationalité différente. De ce fait, un administrateur suppléant a davantage de droits, pour ce qui est de la participation aux travaux du Conseil d'administration, qu'un gouverneur suppléant (voir ADB/BG/RP, article 6, par. 2, et ADB/BD/RP, art. 6, par. 3). C'est pourquoi l'article 4 ci-dessus stipule que l'administrateur et son suppléant ont l'un et l'autre droit au remboursement des dépenses que leur occasionne le fait d'assister aux réunions du Conseil d'administration. (Dans le cas des gouverneurs et de leurs suppléants, le remboursement ne peut être accordé au suppléant s'il est accordé au gouverneur).
3. L'article 4 dispose d'autre part que seront remboursées les dépenses occasionnées par la prestation de "services spécifiques" pour le compte de la Banque (en ce qui concerne la nature de ces services, voir les notes 2 et 3 se rapportant à l'article premier, la note 3 de l'article 3, et le paragraphe 15 du Rapport).
4. L'indemnisation prévue à l'alinéa a) de l'article 4 en ce qui concerne les frais de voyage prend la forme d'un remboursement correspondant au coût effectif du transport; toutes les autres dépenses sont couvertes par l'indemnité journalière prévue à l'alinéa b) de l'article 4. L'unité de compte est définie à l'article 10; la monnaie

dans laquelle les paiements peuvent être effectués est déterminée par l'article 7. L'article 6 fixe des limites pour les demandes de remboursement relatives à des réunions tenues ou des services fournis en même temps ou à peu près en même temps que d'autres réunions ou services. Pour ce qui est des administrateurs suppléants temporaires, voir l'article 8.

5. Etant donné que les administrateurs et leurs suppléants, en vertu de cet article, n'ont droit qu'au remboursement de leurs dépenses, les versements effectués à ce titre ne devraient pas en principe être assujettis à l'impôt. De plus, tous les "émoluments" perçus par eux sont exonérés de l'impôt en vertu de l'article 57, paragraphe 2, de l'Accord (voir aussi l'article 14, paragraphe 4, du projet d'accord concernant le siège de la Banque).



Article 5

Moyens et services techniques

Conformément aux dispositions adoptées par le Conseil d'administration, la Banque fournira les bureaux, services de secrétariat et autres moyens techniques dont les administrateurs et leurs suppléants peuvent avoir besoin pour s'acquitter de leurs fonctions au siège de la Banque.

Notes

1. Voir Règlement de la BIRD, sect. 14 i); Règlement de l'IADB, sect. 3 i).
2. Cet article laisse au Conseil d'administration le soin de déterminer, en fonction des considérations budgétaires aussi bien que des besoins effectifs, quels sont les bureaux, services de secrétariat et autres moyens techniques qui doivent être mis à la disposition des administrateurs et de leurs suppléants au siège de la Banque.

### III. DISPOSITIONS COMMUNES

#### Article 6

#### Limites de remboursement

- 1) Les gouverneurs, les administrateurs et leurs suppléants ne pourront prétendre au remboursement, par la Banque, que des dépenses additionnelles occasionnées par leur présence à des réunions de la Banque ou par la prestation d'autres services au nom de la Banque s'ils ont déjà droit à une compensation pour des dépenses qu'ils ont dû effectuer pour avoir, en même temps ou à peu près en même temps, assisté à une réunion quelconque d'une autre institution ou fourni des services à une autre institution.
- 2) Toute personne sollicitant de la Banque le remboursement de dépenses qu'elle a dû effectuer devra certifier dans sa demande qu'elle n'a reçu, qu'elle ne peut prétendre recevoir et qu'elle ne réclamera aucune somme à aucune autre source en remboursement ou en compensation de ces dépenses.

#### Notes

1. L'article ci-dessus vise, en premier lieu, à confirmer le principe selon lequel aucun double remboursement ou double compensation n'est possible pour des réunions ou des services se situant à la même époque; voir par exemple le Règlement de la LIRD, sect. 14 g) et h); Règlement de la SFI, sect. 12 a), f) et h); Règlement de l'AID, sect. 4 a) et c); Règlement de l'IADB, sect. 2 g) et h).
2. Cet article vise en outre à ménager les ressources de la Banque. C'est pourquoi, dans le cas de réunions et/ou de services intervenant à la même époque, la Banque n'a aucune obligation - autre que de rembourser les dépenses additionnelles entraînées par ses activités - chaque fois que l'intéressé peut bénéficier (et non pas seulement lorsqu'il a bénéficié) d'un remboursement ou d'une compensation émanant d'une autre source.

Article 7

Monnaie de règlement

Les versements dus en application des dispositions des articles 2 et 4 du présent Règlement seront effectués par la Banque soit dans la monnaie où les dépenses correspondantes ont été réellement faites soit, à la demande de l'intéressé, dans la monnaie du pays où il réside normalement.

Note

Cet article vise à ménager les ressources en devises de la Banque. Il faut le considérer conjointement avec les dispositions de l'Accord relatives au régime appliqué par la Banque en matière de devises (art. 27 et 54) et, en particulier, avec les dispositions pertinentes du projet d'accord relatif au siège de la Banque (art.12).

Article 8

Suppléants temporaires

Les gouverneurs suppléants temporaires et les administrateurs suppléants temporaires ne recevront aucune rémunération et ne pourront prétendre à aucun remboursement pour les services qu'ils fournissent.

Notes

1. ADB/BG/RP, art. 6, par. 3 et art. 9, par. 3; ADB/BD/RP, art. 6, par. 4; Règlement de la BIRD, sect. 14 d); Règlement de l'IADB, sect. 3 e).
2. Il ne semble pas que les gouverneurs suppléants temporaires puissent prétendre à un remboursement de leurs dépenses ou à une compensation dans les autres institutions financières internationales. A la BIRD, les administrateurs suppléants temporaires paraissent avoir droit au remboursement de leurs dépenses; ce n'est pas le cas pour ceux de l'IADB.
3. Pour assurer la participation la plus entière et la plus étroite des gouverneurs, des administrateurs et des suppléants aux activités de la Banque, les statuts et règlements découragent la pratique consistant à nommer des suppléants temporaires; dans le cas des administrateurs suppléants, elle est expressément limitée aux "circonstances exceptionnelles" (ADB/BD/RP, art. 6, par. 4). En règle générale, les suppléants temporaires seront vraisemblablement nommés à titre spécial et choisis parmi les experts localement disponibles (par exemple, des membres de missions diplomatiques). Il est donc proposé qu'ils ne reçoivent aucune rémunération et ne puissent prétendre à aucun remboursement.

#### IV. DISPOSITIONS FINALES

##### Article 9

##### La réunion inaugurale

Aux fins de l'article 2 du présent Règlement, la réunion inaugurale du Conseil des gouverneurs sera considérée comme étant la première réunion annuelle dudit Conseil.

##### Note

Aux termes de l'article 2 les dépenses des gouverneurs et suppléants occasionnées par leur présence aux réunions "annuelles" du Conseil des gouverneurs sont à la charge de leurs gouvernements respectifs, tandis que la Banque rembourse les dépenses effectuées par un gouverneur ou son suppléant à l'occasion des autres réunions dudit Conseil. Le seul objet de l'article 9 est de préciser que la Banque ne devra rembourser aucune des dépenses occasionnées par la première réunion du Conseil des gouverneurs.

Article 10

Définitions

Aux fins du présent Règlement :

- le terme "Banque" désigne la Banque africaine de développement;
- le terme "Directeur général" désigne le Directeur général de la Banque;
- l'expression "unité de compte" s'entend d'une unité de compte telle qu'elle est définie à l'alinéa 1 b) de l'article 5 de l'Accord portant création de la Banque africaine de développement.